STOP À L'EUROPE DE LA FINANCE ! - L'HUMAIN D'ABORD !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
LE 25 MAI VOTRE VOTE SERA DÉCISIF !



NOUS SOMMES L'ESPOIR À GAUCHE

Dimanche 25 mai, vous êtes appelés à choisir vos députés au Parlement européen. C'est un choix important à faire. Un député européen vote des lois, se prononce sur de grands dossiers qui concernent nos vies quotidiennes et le devenir de nos enfants.

C'est parce qu'une majorité du Parlement européen a voté des orientations qui réduisent les crédits sociaux et publics, affaiblissent les services publics, poussent à la précarité du travail ou aux délocalisations que cela va si mal aujourd'hui.

D'ailleurs, le plan d'austérité du gouvernement Hollande - Valls découle directement de ces orientations imposées par les traités européens qu'ils ont acceptés.

Il faut donc faire de la journée des élections du 25 Mai, une journée utile pour vous. Pour faire entendre vos colères.

Avec votre vote, vous pèserez pour changer ce que vous ne voulez plus.

Parce qu'elle propose une autre répartition des richesses, des clauses de non régression sociale, le changement de la Banque centrale européenne et de l'Euro, la liste du Front de gauche est celle de l'alternative aux souffrances sociales, au chômage, aux délocalisations et à la régression sociale en France et en Europe. Utilisez-la pour dire ce que vous avez sur le cœur !

Si vous vous abstenez, ce serait l'extrême-droite haineuse et antisociale qui serait la grande bénéficiaire de votre défection.

Et si vous accordez vos suffrages aux listes de droite ou du Parti socialiste, vous voterez pour des partis corespon-sables de tout ce que reprochez à l'actuelle construction européenne ultralibérale.

Avec des sensibilités différentes, nous partageons ensemble le même refus des politiques d'austérité qui partout n'apportent que difficultés et souffrances sans pour autant redresser les pays. Nous partageons ensemble la même volonté de résister à la finance, à la domination des grands groupes et la même volonté de sortir des traités actuels taillés sur mesure pour les puissants.

Et nous avons la même envie de construire une autre Europe, coopérative et solidaire, pacifique et écologique, construite avec les peuples et pour les peuples qui la composent afin que la vie s'améliore et que s'ouvre une perspective d'espoir de sortie de crise. Voilà pourquoi pour faire progresser une Europe sociale, écologiste, féministe, de paix, toutes les électrices et électeurs qui ont contribué à faire gagner le non de gauche en 2005 contre le traité constitutionnel et à chasser Nicolas Sarkozy il y a deux ans, ont toutes les raisons de se retrouver ensemble dans un même vote Front de gauche, le 25 mai.

Rassemblés, tout en restant chacun nous-mêmes, nous décuplerons la force de notre vote pour élire au Parlement européen des députés porteurs de vos colères et de vos espoirs.

Plus de députés du Front de gauche, c'est l'assurance de mettre en échec le projet caché de Mme Merkel d'un nouveau traité européen constitutionnalisant l'austérité à jamais. C'est l'assurance de mettre en échec le projet de grand marché transatlantique avec les Etats-Unis qui détruirait vos droits sociaux, sanitaires, alimentaires, environnementaux.

Rassemblés avec d'autres forces progressistes d'autres pays européens, nous allons constituer une force du renouveau, une force de l'espoir.

Cela vaut le coup d'y réfléchir pour exiger des choix nouveaux, anticrise et anti-austérité en France et en Europe.

C'est de notre avenir à toutes et à tous dont il est question.

Il est temps de prendre le dessus sur l'Europe de la finance pour placer au cœur d'un nouveau projet, l'humain d'abord !

Patrick LE HYARIC





12 BONNES RAISONS DE VOTER FRONT DE GAUCHE

1 Rompre avec l'Europe de la finance, des banquiers et des actionnaires et pour reconstruire une nouvelle Union coopérative et solidaire, celle de l'humain d'abord.

2 Une Europe qui agit contre la précarité du travail, la casse des droits sociaux et des services publics, pour la défense et la modernisation de nouveaux projets agricoles et industriels, s'inscrivant dans un projet de transition écologique.

3 Décider d'une clause de non régression sociale, mettre fin au dumping fiscal et social, instaurer un salaire minimum dans chaque pays, augmenter le SMIC, les salaires et les retraites en France, aller vers une réduction du temps de travail.

4 Créer un fonds pour une allocation d'autonomie et d'accès à l'emploi pour chaque jeune.

5 Changer la Banque centrale européenne et l'euro pour qu'ils se mettent au service de l'emploi et de l'investissement social utile, la formation, la réindustrialisation et les services publics.

6 L'égalité réelle femme-homme, le droit à l'avortement et la création d'une clause permettant de porter les droits des femmes au niveau maximum de chaque pays européen.

7 Refuser le projet de traité de libre échange transatlantique qui attaquerait encore plus nos droits et obligerait à importer du poulet lavé au chlore et de la viande aux hormones.

8 Une Europe de la démocratie, où enfin on écoute les citoyens, on les consulte et où on ne prenne aucune décision sans eux et sans les parlements nationaux.

9 Le refus d'un projet de nouveau traité européen imposé par Mme Merkel qui imposerait à jamais l'austérité.

10 Une Europe de la paix et du désarmement. La sortie de l'alliance militaire de l'OTAN, une Europe active pour la solidarité et la coopération avec les pays du Sud, pour une paix juste et durable au Proche-Orient avec la reconnaissance de l'Etat de Palestine.

11 Une Europe de la transition écologique avec de nouveaux objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre d'un nouveau "paquet climat".

12 Une Europe de la qualité alimentaire avec le maintien des moratoires sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). De plus, l'affaire de la viande de cheval montre à quel point la multiplication des intermédiaires ouvre la voie à de multiples fraudes. Il faut donc légiférer sur l'étiquetage alimentaire et cesser de céder aux pressions de l'agro-industrie.

POUR BATTRE LA DROITE ET LE FN 1 SEUL JOUR, 1 SEUL TOUR, 1 SEUL VOTE

VOTRE BULLETIN FRONT DE GAUCHE LE 25 MAI 2014



Elections européennes du 25 mai 2014 - circonscription Ile-de-France

Stop à l'Europe de la finance L'humain d'abord !

FRONT DE GAUCHE

1. Patrick LE HYARIC
Député européen, directeur de *L'Humanité*

2. Raquel GARRIDO, Avocate au Barreau de Paris
3. Jean-François PELLISSIER, porte-parole d'Ensemble, altermondialiste, conseiller régional
4. Anne SABOURIN, animatrice du PGE
5. Michel JALLAMION, militant de la défense du service public
6. Geneviève OFFROY, porte-parole du PCOF
7. Philippe JURAVER, conducteur de RER B à la retraite, syndicaliste
8. Carine DELAHAIE, mouvement féministe
9. Boualem SNAOUI, militant associatif et syndicaliste
10. Stéphanie TREILLET, Économiste
11. Philippe RIO, Maire de Grigny
12. Delphine BEAUVOIS, institutrice, auteure féministe
13. Aïssa TERCHI, Directeur de centre de loisirs, conseiller municipal de Clichy-la-Garenne
14. Elsa MARTIN, urbaniste
15. François RALLE, enseignant (résidant hors de France, Madrid)
16. Delphine FENASSE, rédactrice juridique, conseillère municipale de Fontenay-sous-bois
17. Abdel-Madjid SADI, conseil général de Bobigny
18. Monique MIGNEAU, enseignante, militante syndicale
19. Fabien GUILLAUD-BATAILLE, responsable du PCF Val de Marne
20. Annie SALTZMANN, militante syndicale de la santé
21. Franck BOISSIER, formateur pour adultes en situation de handicap, conseiller municipal de Montreuil
22. Hélène CILLIERES, militante associative
23. Nordine IDIR, mouvement jeune communiste
24. Mounia BENAILI, fonctionnaire territoriale, conseillère municipale de Juvisy
25. Alain TAILLEUR, militant syndical métallurgie
26. Florence HAYE, conseillère générale de Saint Denis
27. Dominique LESPARRE, Maire, conseiller général de Bezons
28. Patricia TORDJMAN, Maire de Gentilly
29. Roland MUZEAU, élu de Gennevilliers
30. Danielle SIMONNET, conseillère d'orientation psychologue, élue au Conseil de Paris

PCF Gauche

DÈS QUE NOUS SERONS ELU-ES...

Nous appelerons les députés européens soucieux de l'indépendance de l'Europe à refuser le Traité Transatlantique. Nous demanderons un référendum au niveau européen pour avoir un débat large autour de ces enjeux de sécurité alimentaire, environnementale et de nos normes sociales.

Nous défendrons la création d'un SMIC dans chaque pays pour vivre décemment et la mise en place d'une allocation pour chaque jeune.

Nous déposerons un texte contre les suppressions d'emploi dans les entreprises qui font des profits et un autre texte pour de nouveaux droits et pouvoirs des salariés dans l'entreprise.

Nous exigerons une modification de la directive des travailleurs détachés qui met les salariés en concurrence et écrase les salaires.

Nous défendrons pied à pied les aides européennes allouées à l'Île-de-France qui à cause de la baisse du budget européen sont diminuées.

Nous soutiendrons la reconnaissance de la Palestine en tant qu'état membre et exigerons la libération des prisonniers politiques palestiniens.

5 ANS AU SERVICE DES CITOYENS !

Un député Front de gauche est utile à la défense permanente des intérêts des classes populaires contre les intérêts des financiers et des actionnaires.

Voici 5 exemples qui illustrent l'activité efficace de Patrick LE HYARIC

L'indispensable Fonds d'Aide Alimentaire sauvé...

Rien qu'en France, 8 millions de femmes et d'hommes vivent sous le seuil de pauvreté. Pour eux, manger chaque jour devient un vrai problème. Patrick Le Hyaric a été le parlementaire le plus actif pour défendre le Fonds Aide Alimentaire européen qui concerne les aides allouées aux organisations caritatives (Secours Populaire Français, Restos du Cœur, Secours Catholique...).

Pendant 3 ans, il a su rassembler une majorité au Parlement Européen pour conserver cette aide à hauteur de 3,5 millions d'euros jusqu'en 2020

Il a œuvré pour que l'ensemble des pays de l'Union Européenne participe à ce budget qui se concentre désormais sur l'aide alimentaire. C'est une victoire concrète pour les plus démunis qui n'aurait pas été possible sans les parlementaires du Front de Gauche.

Pour l'emploi et les salaires

Il a fait voter, avec d'autres parlementaires de la Gauche Unitaire Européenne, un revenu minimum européen et agi pour un salaire minimum dans chaque pays.



Les députés européens du Front de gauche (Jacky HENIN, Marie-Christine VERGIAT, Patrick LE HYARIC et Jean-Luc MÉLENCHON) présents à la manifestation européenne des cheminots.

Alors que cela aurait permis de sortir de la pauvreté des millions de travailleurs et de relancer la consommation, cette proposition a été rejetée par la droite européenne. Il lutte pour changer "la directive détachement des travailleurs" qui permet de faire venir des travailleurs étrangers dans un pays tout en facilitant leur exploitation et les fraudes par leurs employeurs. Cette directive organise le dumping social et la concurrence entre travailleurs. Sur ces deux axes, dès le début du mandat prochain, Les député-e-s du Front de gauche avec le groupe de la Gauche Unitaire Européenne travailleront pour que le salaire minimum soit instauré.

Pour une sécurité alimentaire

Il a défendu l'un des plus gros dossiers de cette législature : la réforme de la Politique agricole



Patrick LE HYARIC en visite au salon de l'agriculture.

commune. Il a constamment défendu une agriculture paysanne et respectueuse de l'environnement favorisant les circuits courts alimentaires.

Afin de garantir une alimentation de qualité et diversifiée, il a également traité les questions liées à la sécurité alimentaire : les OGM, la traçabilité et l'étiquetage des produits.

C'est aussi pour cette raison qu'il a été le premier a dénoncé le Grand Marché Transatlantique.

Une opposition farouche à l'austérité et à l'Europe de la finance

Il a combattu fermement tous les traités, directives, mécanismes... européens d'austérité qui ne sèment que la misère, la précarité, le chômage de masse et la mal-vie pour des millions d'européens. Il s'est opposé aux directives européennes qui libéralisent les services publics, contractent les budgets publics et mettent en concurrence les travailleurs. Il s'est opposé par exemple aux mesures drastiques imposé par la Troïka (Commission européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire



International) au peuple grec ; il mène actuellement le combat contre le racket organisé sur les factures électriques (20 à 40 euros d'augmentation sur la prochaine facture électrique) qui est une des conséquences de la libéralisation du secteur de l'énergie votée par la droite et soutenue par les socialistes européens.

Il continuera à s'opposer à la libéralisation du rail et des principaux services publiques (transport, santé, énergie, éducation....)

Il poursuivra son travail pour exiger une véritable politique industrielle et des moyens pour les services publics de qualité.

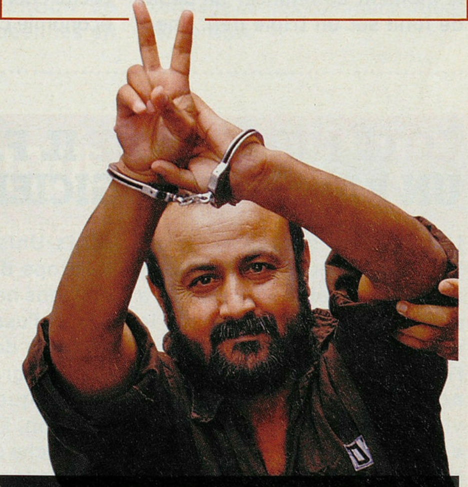
Ardent défenseur de la paix et de la Palestine

Il défend la conception d'une Europe de paix et de coopérations entre les peuples. Il a notamment fait adopter deux rapports sur la jeunesse et le dialogue culturel au moment des printemps arabes. Il défend ardemment la sortie de l'OTAN, la non prolifération des armes atomiques et s'est également opposé au partage des données bancaires demandé par les Etats-Unis d'Amérique au nom de la prétendue lutte "antiterroriste".

Enfin, il est un ardent défenseur du respect du droit international et de la Palestine.

Il a participé à plusieurs délégations en Palestine et à la rédaction de nombreux rapports pour exiger le respect du droit international, l'arrêt de la colonisation et la libération des prisonniers politiques dont Marwan Barghouti.

En permanence il a rendu compte de ce qu'il se passait au parlement européen, donné des compte-rendus des sessions lors de réunions publiques et sur son site internet :
www.patrick-le-hyaric.eu



Marwan Barghouti, député Palestinien prisonnier politique comdamné en 2004 à la prison à vie pour avoir résisté à l'occupation.

Ne pas jeter sur la voie publique - mai 2014

CE QUE NOUS VOULONS

UNE EUROPE SOCIALE C'EST POSSIBLE ! POUR CELA IL FAUT CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALARIÉS

La "baisse du coût du travail" au nom de la "compétitivité" est l'obsession du patronat et de tous ceux qui raisonnent comme lui. Ce sont eux qui organisent sur le plan européen la mise en concurrence des travailleurs et des modèles sociaux, afin de tirer vers le bas les conquêtes arrachées au fil des luttes. On se souvient du scandale "Bolkestein". C'est cet esprit diabolique qui inspire,plus généralement la "liberté de prestation des services". Elle permet de faire faire à des travailleurs le même travail sur un même lieu, mais pour un salaire et des cotisations sociales variant du simple au double,voire pire, selon leur pays d'origine ! Voilà typiquement une disposition avec laquelle il faut rompre. Il est aujourd'hui possible de rassembler de larges forces en Europe - à commencer par la Confédération européenne des syndicats - pour exiger le respect des droits des travailleurs, voire pour lancer un débat sur la conquête de pouvoirs d'intervention des salariés dans les entreprises pour y imposer l'examen de stratégies industrielles alternatives et le financement par les banques de ces projets.

L'ÉNERGIE C'EST VITAL. CHACUN DOIT Y ACCEDER. LA NATURE DOIT ÊTRE RESPECTÉE

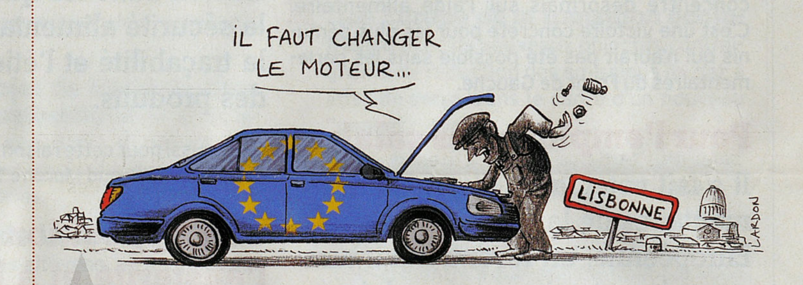
En 2009, l'Union européenne affichait fièrement "l'accord historique" auquel les "27" étaient parvenus en s'engageant sur une réduction chiffrée et contraignante des émissions de CO^2 d'ici 2020. Cinq ans plus tard, la "compétitivité" fait loi : l'UE n'a cette fois pas pu s'entendre sur des engagements précis d'ici 2030. Changement climatique ou pas, nombre de pays européens dont en particulier l'Allemagne, misent sur le charbon et les autres énergies fossiles. C'est le moment de relancer un débat de fond sur un triple défi. Energétique, d'abord : un développement humain durable nécessite de "sortir" du charbon, du pétrole et du gaz en promouvant les énergies décarbonnées et renouvelables. Ensuite, agir pour des services publics européens intégrés de la production, du transport et de la distribution d'énergie et du traitement des déchets, soustrayant ainsi ce secteur aux privatisations et à la concurrence. Enfin, ouvrir le vaste chantier de la planification écologique : fret ferroviaire, efficacité énergétique des bâtiments, économie circulaire...

COTÉ NUMÉRIQUE IL FAUT UN PACTE DU LOGICIEL LIBRE

L'action du groupe GUE au Parlement européen auquel appartient Patrick Le Hyaric a permis de mettre en échec la directive « brevet logiciel » et l'ACTA qui remettaient en cause nos libertés numériques et qui visaient à marchandiser et à privatiser la création et le savoir. Nous soutenons la démarche du « pacte du logiciel libre » car nous voulons d'une Europe du partage des savoirs et des savoirs faire qui s'émancipe de la domination technologique et culturelle des Etats-Unis sur le numérique. L'Europe doit agir pour que les citoyens ne soient pas dépossédés de l'usage et de la propriété de leurs données personnelles par les grands prédateurs du numérique que sont Google, Amazon, Facebook... Dans une démarche d'éducation populaire et de relocalisation des productions, l'Europe se doit d'encourager, y compris financièrement, les lieux de partage, de créations et productions numériques que sont les Fab-Lab.

IL FAUT QUE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE SOIT ENFIN AU SERVICE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS...

La politique monétaire de l'actuelle construction européenne, ce sont des crédits quasi-gratuits et illimités pour les banques sans aucune condition d'utilisation ; ce sont les politiques d'austérité pour les peuples ; et c'est la négation de la démocratie. Ceux qui ont mis au point ces règles - en premier lieu les principaux gouvernements successifs - ont ainsi donné aux marchés financiers un pouvoir exorbitant qui bloque tout progrès social. Voilà le cœur du problème ! Reprendre le pouvoir sur l'argent pour l'orienter vers la création d'emplois, la formation, la recherche, les services publics, la transition écologique, le développement de l'économie et des territoires : voilà l'objectif à viser ! La transformation radicale des missions de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'euro, c'est utiliser le pouvoir extraordinaire de la BCE de créer de la monnaie pour financer ces nouvelles priorités et, ainsi,se libérer des pressions des marchés de capitaux. C'est une révolution !



RECONQUÉRIR UNE INDUSTRIE MODERNE EN EUROPE, C'EST POSSIBLE !

La politique industrielle actuelle de l'Europe se résume à la concurrence de tous contre tous et à une course mortelle à la compétitivité. L'avidité des actionnaires et des fonds financiers assèche les investissements dans la formation, la modernisation des capacités de production, la recherche et développement. L'Europe se désindustrialise et perd ses savoir-faire. Nous avons l'ambition de rompre avec cette politique en dotant l'Europe de véritables stratégies de filières industrielles répondant aux besoins des populations en ce début de XXIe siècle. Cela passe par de véritables pouvoirs d'interventions des salariés sur les choix stratégiques et financiers des entreprises, l'interdiction des fonds financiers prédateurs en Europe, l'appropriation sociale des brevets qui aujourd'hui en capitalisant la créativité et les savoir-faire des travailleurs sont la véritable source de richesses des entreprises.



CHANGER EN EUROPE

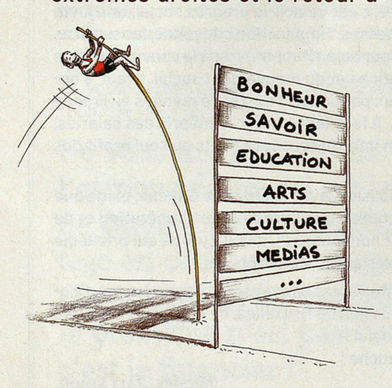
ASSURER L'ÉGALITÉ PARTOUT ET POUR TOUS EN EUROPE DOIT DEVENIR UN OBJECTIF PRIORITAIRE.

L'Union européenne est très attachée à son image de "modèle" d'Etats de droit. Sa Charte des droits fondamentaux (2000) est structurée autour de "valeurs" exemplaires : la dignité,la liberté, l'égalité,la solidarité, la citoyenneté, la justice. Ses institutions ne jurent que par les "droits de l'homme". La réalité est moins flamboyante.Parmi les libertés fondamentales, l'UE classe en bonne place les "libertés du marché", telle la libre circulation des capitaux ! Le droit de grève lui-même est remis en cause s'il entre en contradiction avec une "liberté du marché"! Madame Merkel a même inventé le concept de "démocratie conforme aux (impératifs des) marchés"... Bien des "droits" énoncés ne sont liés par aucune obligation : que pense le peuple grec de "l'inviolabilité de la dignité humaine" ou les migrants de Lampedusa du respect du droit d'asile, inscrits dans la Charte ? La priorité, c'est de passer des paroles aux actes concrets !



DROIT À L'AVORTEMENT, ÉGALITÉ SALARIALE... DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES

Temps partiel imposé, inégalités salariales et de carrière, petites retraites, coupes drastiques dans les services publics... la crise conjuguée aux politiques austéritaires menées partout en Europe renforce la précarisation et particulièrement celle des femmes. Ajoutons à cela la montée des extrêmes droites et le retour à l'ordre moral qui entraînent des remises en cause du droit à l'avortement comme en Espagne ou des initiatives réactionnaires opposées à l'éducation à l'égalité fille-garçon à l'école comme en France. Nous défendons l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et le droit des femmes à choisir d'avoir un enfant ou pas. Nous défendons les principes de non régression et d'harmonisation des droits par le haut en Europe. Il faut garantir l'égalité professionnelle et salariale notamment la revalorisation des métiers féminisés et l'interdiction du temps partiel imposé. Les services publics assurant l'autonomie des femmes doivent être développés et étendus.
Des moyens doivent être dégagés contre toutes les violences faites au femmes.



JE T'AIME... ...BEAUCOUP... ...UN PEU... ...PAS DU TOUT!

LARDON

LE RAIL PUBLIC DOIT ÊTRE LA COLONNE VERTÉBRALE DU TRAFIC COMMERCIAL

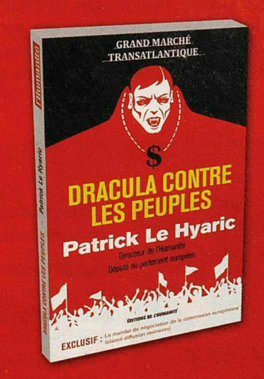
C'est dans le domaine des transports que la logique de "marché" de l'actuelle Union européenne a montré toute sa nocivité alors qu'une logique de coopération pourrait favoriser le service public,l'environnement,la sécurité et l'intérêt mutuel. L'ouverture du transport routier à la concurrence a conduit au "tout camion" (72% du fret !), au dumping social dû aux pratiques esclavagistes dans certains pays d'Europe orientale - dont profitent des patrons français en y délocalisant leurs activités - à l'explosion de la pollution, et au déclin du fret ferroviaire. Il faut exiger la remise à plat de cette politique ! De même pour l'ouverture totale du trafic ferroviaire de voyageurs à la concurrence, comme l'ont exigé en février des milliers de cheminots européens. Le futur Parlement européen issu des élections du 25 mai aura à se prononcer sur ce dossier : raison de plus pour voter et bien choisir ses représentants à Strasbourg et à Bruxelles...

L'OTAN EST UNE ORGANISATION GUERRIÈRE... SUPPRIMONS LA !

Libérons l'Europe de l'OTAN. Les événements tragiques d'Ukraine représentent une grave menace pour la paix. L'Europe doit cesser en Ukraine de jouer aux apprentis sorciers pour le compte des Etats-Unis et de l'OTAN. Elle doit au contraire agir pour réconcilier les ukrainiens entre eux, et faire que ce pays devienne un pont entre l'Europe et la Russie. Retirons des traités, les clauses permettant l'intervention de forces armées européennes en cas de troubles sociaux intérieurs. L'Europe doit reconnaitre la paix comme valeur fondatrice et se refuser à la guerre comme moyen de régler les différends internationaux. Elle doit agir pour le désarmement multilatéral. Les bases militaires et d'espionnage des Etats Unis, sur le territoire européen doivent être démantelées. Prenons toutes les mesures nécessaires pour arrêter l'espionnage de nos communications par la NSA.

REFUSER LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Défendre nos normes sanitaires face au Marché transatlantique. Le grand accord de commerce transatlantique négocié en catimini entre la Commission et les États-Unis porte en lui une profonde remise en cause de la façon dont nous produisons nos aliments et comment nous nous assurons de leur qualité. Cet accord ne cherche pas à réduire les droits de douanes car ils sont déjà réduits au minimum par l'OMC.
Ce sont tous les standards de production, les normes règlementaires, et sanitaires de l'agriculture jusqu'aux médicaments qui sont visés ! Derrière les mesures sanitaires c'est la réponse de nos institutions au niveau de protection que nous demandons pour les consommateurs. Là où nous disposons d'une approche de prudence sur les OGM, les animaux clonés, les Américains les autorisent ainsi que le bœuf aux hormones, les poulets chlorés, ou les carcasses nettoyées à l'acide.
Accepter le grand marché transatlantique c'est non seulement accepter une concurrence renforcée entre travailleurs américains et européennes, mais c'est aussi abandonner toutes nos normes sanitaires et mettre en danger de mort nos agricultures et nos appellations protégées (sur les vins, les fromages, les viandes...).
C'est pourquoi nous avons alerté dès l'ouverture des négociations sur cet accord et avons poursuivi ce travail d'information en publiant l'été dernier un livre expliquant les enjeux et le contenu des négociations. L'accord transatlantique sera pour nous un des grands combats de la prochaine législature.

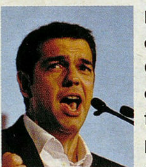


CE LIVRE DÉNONCE LA NATURE VÉRITABLE DU PROJET DU GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

De Paris à Athènes, de Lisbonne à Bruxelles, d'Alexis Tsipras à Patrick Le Hyaric

un rassemblement de gauche pour gagner...

Alexis Tsipras, notre candidat à la présidence de la Commission européenne



En Grèce, Alexis Tsipras est le leader emblématique de Syriza, cette force politique qui refuse l'austérité punitive imposée par la Commission européenne, la Banque centrale et le FMI. Son discours est celui du refus de la loi des marchés financiers pour en finir avec la logique de régression sociale et ouvrir une nouvelle phase de développement dans toute l'Europe. Il incarne des choix d'avenir pour une part grandissante de son peuple, là où tous ont échoué, renoncé et ne promettent que le pire. Il soutient Patrick Le Hyaric et la liste du Front de gauche.



Raquel Garrido — Alexis Tsipras — Patrick Le Hyaric

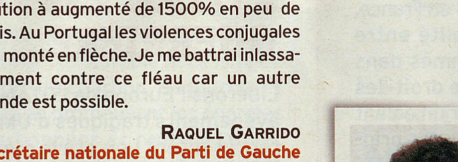




Je m'engage, en tant que parlementaire, à faire la lumière sur tous les projets de loi qui conduisent à l'appauvrissement de mes compatriotes, à la perte de leur souveraineté politique et aux atteintes à l'écosystème. Pour moi, le pouvoir politique doit émaner du peuple lui-même : le respect minimal dû aux citoyens, c'est donc de les informer en permanence. En démocratie, on est citoyen toute l'année, pas seulement pendant les élections. Je me bats d'ailleurs pour instaurer une 6e République en France et pour la révocabilité des élus. Je m'engage, en tant que parlementaire européenne, à œuvrer à l'interdiction des lobbys qui sont les premiers prescripteurs des politiques de l'UE. Je m'engage à combattre et voter contre le Traité du Grand Marché Transatlantique qui ne favorise que les actionnaires des grandes multinationales. Je me battrai pour un système économique plus juste et plus écologique. Ce que nous consommons chez nous devrait être, d'une manière générale, fabriqué chez nous. Cela préserve les savoirs-faire industriels et l'environnement. Pour les produits agricoles également, il faut des circuits courts. Mon engagement sera total contre les transferts de richesse opérés en permanence en Europe, où l'on prend l'argent des honnêtes gens qui n'ont que leur travail pour vivre afin de le donner à la finance. Les femmes en sont les premières victimes. En Grèce, la prostitution a augmenté de 1500% en peu de mois. Au Portugal les violences conjugales ont monté en flèche. Je me battrai inlassablement contre ce fléau car un autre monde est possible.

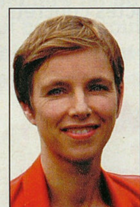


« Je m'engage à combattre et voter contre le Traité du Grand Marché Transatlantique qui ne favorise que les actionnaires des grandes multinationales »



Raquel Garrido
Secrétaire nationale du Parti de Gauche
Avocate





Mon engagement de longue date au sein de la gauche alternative se poursuit avec les Alternatifs et Ensemble, dont je suis, avec Clémentine Autain, Myriam Martin et Marie-Pierre Thoubans, l'un des portes parole.

La domination des oligarchies financières, c'est la remise en cause des droits sociaux, des conquêtes démocratiques, des équilibres écologiques

Et la solidarité entre les peuples européens est un levier puissant pour la combatre. Il faut donc résister et construire. Désobéir aux contraintes libérales imposées par une construction européenne dévoyée, refuser le dumping social, la destruction de notre climat, des services publics et du droit du travail, l'austérité sans fin au nom de la "concurrence libre et non faussée", l'Europe forteresse refusant la solidarité aux migrants. Et refonder l'Europe par un processus constituant démocratique. La refonder pour la justice sociale, la transition écologique, l'agriculture paysanne, les solidarités internationales. Pour porter ce projet, une gauche rouge et verte forte en Europe est indispensable : chaque vote comptera.

Jean-François Pellissier
Conseiller régional d'Île-de-France
Porte-parole d'Ensemble



Lutter pour l'égalité, c'est vouloir le progrès social, une juste répartition des richesses, l'implication citoyenne, les services publics, la laïcité. Pour cela, il faut œuvrer à la convergence de l'ensemble de la gauche et du mouvement social. Il faut s'opposer, ensemble, aux politiques d'austérité menées en France comme en Europe. Il faut faire cesser le mépris des salariés, du peuple, à qui l'on impose tous les efforts au seul profit des plus fortunés.

République et Socialisme, avec le Front de Gauche, exige que la France fasse le choix d'une Europe de la coopération et de la solidarité, pas "de la concurrence libre et non faussée", d'une Europe qui privilégie l'Humain à l'Euro, la souveraineté des peuples aux multinationales !

Faites le choix d'élus qui se battent pour l'intérêt des citoyens, celui des peuples d'Europe, contre la toute-puissance de la Commission de Bruxelles, de la Banque Centrale européenne, de la Finance et du dumping social !
Le 25 mai, votez et faites voter Front de Gauche !

Michel Jallamion,
Secrétaire national de République et Socialisme,
Militant pour les services publics.



Les élections européennes du 25 mai seront cruciales pour l'avenir des françaises et des français, pour l'avenir de tous les peuples européens. En France, le pacte de responsabilité de François Hollande est un plan d'austérité qui aura les mêmes conséquences qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal, c'est-à-dire l'aggravation de la situation économique et le basculement de milliers de personnes dans la précarité et la pauvreté. Nous avions déjà dit non en 2005, il ne faut rien lâcher ! Partout, des voix s'élèvent pour changer de modèle en Europe. Ce changement nous le défendons avec le Parti de la gauche européenne et la candidature d'Alexis Tsipras à la Commission européenne. Il n'y a pas de raison de laisser les mêmes dirigeants appliquer les mêmes politiques plus longtemps ! En votant pour le Front de gauche, vous pourrez dire stop à l'Europe de la finance et de l'austérité, vous élirez des personnes qui vous informeront et porteront vos luttes au Parlement européen. Plus que jamais, nous nous engageons à défendre l'idée d'une Europe refondée, démocratique, sociale, écologique et solidaire.

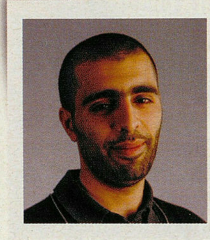
Anne Sabourin
Conseillère d'arrondissement de Paris
Représentante du PCF au Parti de la Gauche Européenne



Chômage de masse, austérité au carré, liquidation des acquis sociaux, de la protection sociale et des services publics au nom de la "concurrence libre et non faussée" pour le plus grand profit des monopoles et des banques,... de cette Europe-là, nous ne voulons pas ! Avec les peuples d'Espagne, de Grèce, du Portugal, d'Irlande, d'Italie... nous refusons cette Europe de l'austérité et de la régression sociale, et nous continuerons à nous battre contre ces politiques néolibérales qui nous sont imposées par le TSCG alors que notre peuple avait dit « non » au TCE en 2005.

A cette Europe forteresse et militariste qui refuse d'accueillir les femmes et les hommes qui fuient la misère et les guerres, notamment en Afrique, alors même que notre pays est engagé dans des guerres au Mali, en Centrafrique,... pour préserver les intérêts des monopoles français et européens, nous opposons la solidarité active entre les peuples.

Geneviève Honfroy
Porte-parole du PCOF



Je suis candidat pour porter les revendications et les aspirations de la jeunesse.

Nous ne voulons plus de la société de précarité et de misère que l'on nous impose. Partout, les jeunes luttent en Europe pour une éducation publique, un emploi stable et tout simplement un avenir digne. Lorsqu'on nous promet l'Europe de la paix, nous voulons être la génération qui se bat pour la Palestine, la reconnaissance d'un état souverain et la libération de tous les prisonniers politiques dont Marwan Barghouti.

Nordine Idir
Secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes de France





JEAN-LUC MÉLENCHON
Co-président du Parti de Gauche
Député européen

Avant chaque élection européenne, l'UMP annonce "l'Europe qui protège" et le PS "l'Europe sociale". Ces belles paroles n'ont rien à voir avec la réalité ! L'Union européenne devait être la solution, elle est devenue le problème. Elle méprise l'environnement, impose l'austérité, répand la misère. A force de suivre l'OTAN, elle menace même la paix. En votant pour la liste conduite par Patrick Le Hyaric et Raquel Garrido, vous direz non à cette Europe.

Bien des gens en conviennent mais se demandent à quoi bon voter. Les députés européens ont peu de pouvoir. Oui mais ils devront se prononcer sur le traité créant un grand marché unique avec les USA, lancé en secret par les votes du PS et de l'UMP avec le soutien du président du groupe Vert. Les députés élus le 25 mai pourront ainsi bloquer l'importation de poulets lavés à la javel, l'exploitation du gaz de schiste, la création de tribunaux privés d'arbitrage permettant aux grandes entreprises d'attaquer les lois nationales.

En votant Front de Gauche, vous choisirez aussi votre "non", le "non" de gauche.

Ne vous trompez pas de colère : l'extrême-droite FN est le chien de garde du système. Elle le protège en cachant les coupables. Contrairement à ce qu'elle dit, le problème n'est pas l'immigré, c'est le financier !

Vous sanctionnerez enfin la dérive de François Hollande. Les Français n'ont pas congédié Sarkozy pour retrouver sa politique ! Aidez à faire naître un nouveau rassemblement à gauche. Rappelez que la bonne politique n'est pas celle qui plait à la finance mais qui place l'humain d'abord.



PIERRE LAURENT
Secrétaire national du PCF
Président du parti de la gauche européenne

Partout en Europe, les politiques d'austérité enfoncent les peuples dans une crise sans fin au profit de la finance. En France, le pacte budgétaire européen et le pacte de responsabilité de Hollande avec ses 50 milliards de coupes sombres dans les dépenses publiques, tuent la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat. Il faut que cela cesse !

En votant pour la liste Front de gauche conduite par Patrick Le Hyaric vous ferez le choix de rompre avec l'Europe de l'austérité et de la finance.

Vous élirez des députés qui empêcheront le Parlement européen de ratifier le traité de libre échange entre l'Europe et les Etats-Unis. Ce traité est une machine de guerre contre notre industrie, notre agriculture, notre santé et notre culture.

Vous désignerez des parlementaires qui se battront pour une Europe refondée avec les peuples et pour les peuples, une Europe de l'humain d'abord et de la paix, une Europe qui ne sacrifie plus sa jeunesse.

Ces députés ne seront pas seuls, ils renforceront le groupe de la Gauche unie européenne, contribuant à rassembler les peuples d'Europe contre l'austérité. Car de nos divisions se nourrit le pouvoir de la finance.

Je connais Patrick. Il a été de tous les combats progressistes au Parlement européen. Il a contribué au 1er rang à sauver le fonds d'aide alimentaire européen aux plus démunis.

Vous pouvez compter sur lui, il tient ses engagements.

Le 25 mai, ne nous abstenons pas, s'abstenir reviendrait à redonner les pleins pouvoirs aux politiques d'austérité, faisons le bon choix, celui d'élire des députés Front de gauche déterminés à vous défendre.



MARIE-GEORGE BUFFET
Député, Ancienne Ministre

Le 25 mai, l'heure est à la mobilisation pour envoyer au Parlement européen le maximum de député-e-s du Front de gauche.

C'est en effet le meilleur atout que vous pouvez vous donner pour faire entendre votre voix et vos exigences au sein d'une institution qui a jusqu'ici du mal à entendre les aspirations populaires.

En Europe, comme en France, les député-e-s Front de gauche sont les meilleurs garants de la résistance aux choix libéraux qui attaquent les droits sociaux et démocratiques des peuples.

Le 22 mai, nous déposerons une proposition de résolution à l'Assemblée Nationale pour suspendre les négociations du traité de libre-échange entre l'UE et les USA en exigeant que les élu-e-s du peuple, puissent être consultés et se prononcer sur le sujet. En France, comme en Europe, il n'y a pas de fatalité.

Avec des élus comme Patrick le Hyaric et Raquel Garrido au Parlement européen, on peut faire bouger les choses.

VOUS ÊTES ABSENT LE 25 MAI ? PENSEZ À LA PROCURATION...

Pour effectuer les démarches, le mandant doit se présenter personnellement soit à son tribunal d'instance, soit à la gendarmerie ou au commissariat de sa commune d'inscription, soit au consulat ou à l'ambassade si il est expatrié, avec une pièce d'identité et le formulaire de vote par procuration téléchargeable sur le site du ministère de l'intérieur : www.formulaires.modernisation. gouv.fr/gf/cerfa_14952.do

MEETING

mercredi 21 MAI 19h30
AU CIRQUE D'HIVER
110 Rue Amelot, 75011 Paris

FRONT DE GAUCHE

Patrick LE HYARIC - Raquel GARRIDO - Pierre LAURENT - Jean-François PELLISSIER

30 FEMMES ET HOMMES POUR VOUS FAIRE ENTENDRE AU PARLEMENT EUROPÉEN


Patrick Le Hyaric
Député européen, Directeur de l'Humanité


Raquel Garrido
Avocate au Barreau de Paris


Jean-François Pellissier
Porte-parole d'Ensemble, Conseiller régional, altermondialiste

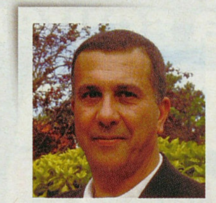

Anne Sabourin
Animatrice du Parti de la Gauche Européenne


Michel Jallamion
SN de République et Socialisme
Militant services publics


Geneviève Offroy
Porte-parole du PCOF


Philippe Juraver
Conducteur retraité du RER B, syndicaliste


Carine Delahaie
Militante féministe


Boualem Snaoui
Militant associatif et syndicaliste


Stéphanie Treillet
Economiste, militante féministe


Philippe Rio
Maire de Grigny


Delphine Beauvois
Institutrice, auteure féministe


Aïssa Terchi
Directeur de centre de loisirs


Elsa Martin
Urbaniste


François Ralle
Enseignant, résidant hors de France, Madrid


Delphine Fenasse
Rédactrice juridique, conseillère municipale de Fontenay-sous-Bois


Abdel-Madjid Sadi
Conseiller général de Bobigny

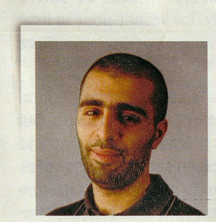

Monique Migneau
Enseignante, militante syndicale


Fabien Guillaud-Bataille
Responsable PCF du Val-de-Marne

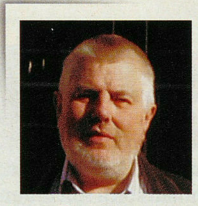

Annie Saltzmann
Militante syndicale de la santé


Franck Boissier
Formateur pour adultes en situation de handicap

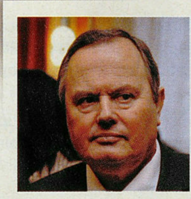

Hélène Cillières
Militante associative


Nordine Idir
Responsable national Mouvement des jeunes communistes


Mounia Benaili
Fonctionnaire territoriale, conseillère municipale de Juvisy


Alain Tailleur
Militant syndical métallurgie


Florence Haye
Conseillère générale de Saint-Denis


Dominique Lesparre
Maire, conseiller général de bezons


Patricia Tordjman
Maire de Gentilly


Roland Muzeau
Conseiller municipal de Gennevilliers


Danielle Simonnet
Conseillère d'orientation, psychologue, élue au Conseil de Paris

Je soutiens la liste du Front de Gauche conduite par Patrick Le Hyaric

Je verse .... (ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Nom .... Prénom ....

Adresse ....

Chèque à l'ordre de : Françoise Caro, mandataire financière de Patrick Le Hyaric - 2 place du colonel Fabien - 75019 Paris

Les dons sont limités à 4 600 euros par personne et ouvrent droit à 66 % de déduction du don, dans la limite de 20 % des revenus nets imposables. Ainsi un don de 100 euros donnera droit à 66 euros de réduction d'impôts.













